

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
A LA QUESTION DEPOSEE PAR MONSIEUR LIVIU LEANDRI
AU NOM DU GROUPE « CUSTRUIMU L'AVVENE »**

OBJET : Stratégie politique adoptée afin de faire entendre la revendication du peuple corse.

Merci.

Sur le fond, votre question est bienvenue.

La question de la stratégie à adopter par rapport à cette situation est une question qui se pose avec acuité aux dirigeants et responsables politiques que nous sommes, aux militantes et militants et, me semble-t-il aussi, à tous les corses.

Je vais essayer de vous répondre non pas par des certitudes ou des affirmations, mais pour essayer de baliser le chemin sur une réflexion qui doit être collective et qui peut-être nous conduira aussi à réexaminer y compris notre stratégie, ou en tout cas, la réadapter aux enjeux.

Un mot sur le fond. La situation actuelle est effectivement génératrice d'un sentiment d'injustice, de colère et de révolte pour les jeunes, pour les moins jeunes, puisque de façon globale, je pense qu'il est incontestable que depuis décembre 2015, date de notre accès aux responsabilités, il y a eu globalement, et encore plus depuis 2017, le refus de prendre en compte les aspirations majoritaires des corses telles qu'exprimées fortement par le suffrage universel et telles que portées par les femmes et les hommes qui ont été désignés par ce même suffrage universel pour faire prendre en compte un certain nombre de revendications, dont certaines sont des revendications historiques portées depuis plusieurs décennies et constitutives de notre engagement.

Donc, aujourd'hui nous sommes dans une impasse, en tout cas dans une situation qui a l'aspect d'une impasse, puisque vous le dites aussi dans la question, la conviction qui est la nôtre est que la Corse a besoin et continue d'avoir besoin de la démocratie dans toutes ses dimensions, que la forme la plus achevée de la définition de la démocratie, c'est le suffrage universel et que, si à un moment donné, on est confrontés à une situation où on nous dit très clairement à Paris que, quoi que dise le suffrage universel, un certain nombre de choses ne seront jamais entendues ni prises en compte, ça pose un problème fondamental de démocratie. Et le problème est qu'on a l'impression, on a la certitude que c'est ce choix-là qui aujourd'hui a été arrêté au plus haut niveau de l'Etat. On nous dit donc, ou on nous fait comprendre, que l'on peut gagner les élections qu'on veut, il y a un certain nombre de points qui ne seront jamais mis à la discussion. Et en plus, le nombre des points qui ne seront jamais mis à la discussion va en s'étendant de plus en plus.

Au début on nous disait, il y quelques années, « si la violence clandestine disparaît, on peut discuter de tout ». La violence clandestine, à travers la décision du FLNC, a disparu sans conditions préalables. Alors on nous a dit « on peut discuter de tout sauf de la forme indivisible de l'Etat ». Puis on nous a dit « on peut discuter de tout sauf de l'amnistie, de la co-officialité et du statut de résident ». Maintenant on nous dit « on peut discuter de tout sauf de tout ça, plus la co-officialité, plus l'autonomie de plein droit et de plein exercice... ». In fine, on se rend compte qu'on ne peut plus discuter de rien, sauf des affaires courantes, et encore on nous rappelle en permanence qu'on le fait en qualité d'élus locaux.

C'est une situation dont on ne peut pas s'accommoder, ni se satisfaire, une situation d'une grande violence politique et symbolique qui justifierait y compris des réactions, elles aussi, à la mesure de l'agression qui est faite contre nous.

Le problème n'est pas de savoir si la violence en réaction serait légitime, mais le problème est d'identifier le chemin qui nous permettra d'aller le plus vite et le mieux possible vers les objectifs qui sont les nôtres, et j'y crois plus que jamais. Hè un paese da fà, hè un paese da custrisce, hè una sucietà corsa chi sià quella di l'emancipazione, di a demucrazia e a tempu una sucietà arradicata ind'un prughjettu nazionale ind'e tutti duminii linguistichi, suciale, economichi, culturali e pulictichi.

Donc, comment fait-on ? C'est la question qui se pose à nous. Pour ma part, je continue de penser, vous le savez ce n'est pas une surprise, que la violence clandestine serait une impasse et que le choix cynique qui est fait par un certain nombre de personnes à Paris, c'est aussi de pousser un certain nombre de gens, peut-être les plus motivés, les jeunes et les plus sensibles à une injustice, à avoir une réaction de ce type. Donc, je pense que c'est un piège qu'il faut éviter.

Mais pour autant, on ne peut pas être pris entre d'un côté l'exigence de démocratie qui nous conduit à refuser la violence et notamment la violence clandestine et de l'autre, le fait de dire « on ne parle de rien » et donc au renoncement. Le choix ne peut pas être entre ces deux extrêmes qui sont l'une comme l'autre, à mon avis, inenvisageable. Donc, il faut trouver un chemin.

Alors, le chemin est de court, de moyen et de long terme. Et c'est là que la discussion stratégique n'est pas totalement purgée, et doit être à mon avis poursuivie, tranchée et le plus rapidement possible.

Je crois qu'il faut regarder l'ensemble des difficultés qui sont face à nous.

La difficulté politique, on en a parlé, elle a son prolongement sur le terrain des prisonniers politiques avec notamment le refus de lever le statut de DPS de Pierre Alessandri et d'Alain Ferrandi, qui n'est rien d'autre que la façon déguisée de refuser le rapprochement et l'application du droit. Donc cela pose un problème qui est à la fois politique et humanitaire, et un problème de fond parce que dès lors que l'on écarte le droit à travers une décision politique qui, en plus, ne dit même pas son nom, cela veut dire que l'on viole le principe de séparation des pouvoirs et l'on n'est plus dans une logique démocratique. Ça c'est aussi la réalité aujourd'hui. On a aussi les problèmes que l'on essaie de traiter avec une mobilisation populaire large et le soutien, y compris au-delà de la Corse, de forces ou de citoyens qui n'acceptent pas cette façon de faire.

Il y a l'enjeu sanitaire. Il faut en parler dans la stratégie globale parce qu'aujourd'hui, on a une société corse confrontée à la réalité d'une grande difficulté au

plan sanitaire, au plan économique et au plan social. Et notre réaction qui peut être d'abord et avant tout celle de militants politiques par le fil d'un engagement historique, par rapport à des revendications, je l'ai dit, qui sont fondatrices de notre engagement, ce serait de réagir uniquement par rapport à ça et peut-être d'aller vers un rapport de force avec l'Etat autour de ce que nous considérons être, à bon droit, comme quelque chose d'inacceptable. Mais il faut en même temps le concilier avec les autres enjeux qui sont aussi des enjeux de court terme sanitaires, économiques, sociaux, des enjeux de fond et l'exercice des responsabilités qui nous ont été confiées. Même si nous le restons, nous ne sommes plus seulement des militantes et des militants. Nous sommes aussi celles et ceux que les corses ont choisis et désignés à la fois pour faire aboutir les revendications fondamentales auxquelles vous avez fait référence, mais aussi pour répondre le mieux possible à toutes les urgences, y compris les urgences du quotidien.

Donc, notre réponse doit embrasser et intégrer toutes ces exigences. Je parlais du sanitaire à travers la définition d'une stratégie - même si nous n'avons pas la compétence - qui préserve le mieux possible notre population et, en préservant au plan sanitaire notre population, nous créons aussi les conditions d'un redémarrage économique et social le plus rapide possible.

Ça c'est que l'on essaie de construire à travers le green-pass, à travers le partenariat avec l'Università di Corsica, à travers la préconisation de dépistage massif ciblé, à travers l'ouverture de centres de vaccination, à travers le respect des gestes barrière, etc... Donc une stratégie qui nous permette d'arriver le plus vite possible à un taux d'incidence qui reste bas et le plus bas possible, parce que je pense aussi qu'on va aller vers une stratégie territoriale différenciée.

Vous avez peut-être vu l'article dans « Le Point » qui fait référence à une option qui serait aujourd'hui majoritaire de rouvrir notamment les restaurants et les bars le 1^{er} juin. Cela crée une perspective. Moi, j'ai eu des dizaines d'appels de personnes qui disent « nous ne pourra pas tenir jusqu'en juin ». En plus, mais là je m'adresse à vous parce qu'à travers votre classe d'âge vous êtes sûrement plus à-même de le dire, ce que je ressens n'est que reproduction les échanges que je peux avoir : des confinements, des couvre-feux et des extensions de couvre-feux sans perspective de sortie de crise qui créent aujourd'hui une lassitude profonde et une forme de burn-out individuel et collectif, et notamment chez les jeunes. Il y a un vrai problème parce qu'il est difficile de se projeter dans sa vie personnelle, amicale, affective, professionnelle lorsqu'on est confronté à une situation comme celle que vous vivez aujourd'hui.

Ce burn-out touche aussi les autres couches de la population. J'ai des amis qui ont des restaurants, des bars, et qui me disent « où on va ? comment on y va ? ». Il y a eu une réunion récemment à Bastelica. Chez nous les stations de ski n'ont pas proportionnellement le même poids économique que sur le Continent, mais les trois stations Ghisoni, Bastelica, Ascu, plus le site de Verghju même s'il n'y a pas de ski, génèrent quelques dizaines, quelques centaines d'emplois directs ou indirects. Cela va manquer à la fin de la saison, avec l'incertitude sur la saison à venir, etc...

Donc je pense que l'on a un véritable enjeu, d'où la nécessité aussi d'apporter les bonnes réponses. Le plan Salvezza, la relance économique, il s'agit du rapport que je viens expliquer devant vous cet après-midi. Cette discussion n'est pas une discussion technique aujourd'hui avec l'Etat sur le PTIC, c'est une discussion fondamentalement politique. Nous aurons l'occasion d'en parler cet après-midi parce qu'il y a deux visions très différentes. Je considère, et ça fait partie de la stratégie, que nous Conseil exécutif, majorité territoriale, Collectivité de Corse, nous ne pouvons pas

être absents de ce débat, en essayant de solidariser le plus grand nombre autour de nous et en allant au contact.

Alors bien sûr, on a demandé l'ouverture d'un débat au bon niveau avec le Premier Ministre ou avec le Gouvernement, cela nous a été refusé. Mais je pense que l'on ne peut pas faire la politique de la chaise vide parce qu'on a besoin d'aller, y compris pour démontrer l'inanité des propositions de l'Etat, y compris pour démontrer que le Préfet n'a pas le mandat pour apporter les réponses au bon niveau, etc...

Donc, je termine. Je pense qu'il faut à la fois répondre sur les aspects politiques, notamment la question des prisonniers politiques à travers une mobilisation la plus large possible, pacifique mais déterminée. Je pense qu'il faut répondre aux enjeux économiques, sanitaires et sociaux, à la fois sur le court terme, sur le moyen et le long terme. Le court terme c'est l'urgence.

On ne peut pas parler de demain et d'après-demain à des gens qui ne savent pas s'ils seront vivants demain ou après-demain.

Si on ne répond pas aux chefs d'entreprises, aux artisans, aux indépendants, aux chômeurs, ce sera une explosion sociale considérable. Les allocataires du RSA, vous le savez peut-être, sont en augmentation de + 25% aujourd'hui.

Il faut répondre à la fois aux enjeux de l'immédiateté et en même temps préparer la transformation profonde de notre modèle économique et social. C'est le projet politique que l'on porte et je crois que l'on a bien avancé là-dessus, contrairement à ce que l'on peut dire, y compris nous-mêmes en interne. Souvent on dit « on n'a pas de projet de société », pourtant je considère qu'aujourd'hui ce projet de société existe. Il mérite peut-être d'être mieux formalisé, il mérite peut-être d'être mieux expliqué, mais je pense que l'on a une vision très claire d'où il faut aller, comment il faut y aller.

Il faut bien sûr retrouver un niveau de mobilisation que nous avons perdu. Les institutions sont importantes, mais quand on est confrontés à une crise aussi profonde que celle d'aujourd'hui, je pense qu'il faut aussi que les forces politiques, les partis, les représentations syndicales, associatives, les forces vives s'engagent. Il faut aller jusqu'à un engagement qui montre, y compris à l'Etat, que nous ne sommes pas prêts à accepter certaines choses et il faut le faire par la force de la mobilisation en restant sur le chemin qui pour moi est celui du refus de la violence clandestine. Parce que je pense que la violence clandestine n'est pas, aujourd'hui, un problème de morale par rapport à l'Etat mais c'est un problème d'éthique par rapport à notre société. Une volonté de faire que la société pour laquelle on se bat pour demain et dans laquelle on vit aujourd'hui, soit une société de démocratie, de respect, de solidarité et de paix, plutôt qu'une société du conflit et de la violence.

Voilà selon moi les enjeux.

Il faut, ensuite, que l'on ait un débat, qui vous concerne aussi et au premier chef. Comment fait-on pour mettre tout ça en musique et pour être le plus efficace possible ?

Je reste persuadé que la vision stratégique globale que nous avons portée en 2015 et réaffirmée en 2017 est la bonne. C'est-à-dire que notre vocation historique - on appartient à une famille politique qui s'est inscrite dans un fil conducteur qui était celui de la reconnaissance de ce peuple, de ses droits - c'est de rassembler bien sûr, d'abord sa famille, mais c'est aussi de faire nation, de faire peuple et donc d'aller

chercher, y compris en dehors du nationalisme, des gens et ils sont nombreux, des forces, qui ont envie de se projeter dans ce projet et de construire ce pays.

Voilà comment je vois la sortie stratégique.

Dernier point, vous dites « est-ce que l'on est subordonnés à un changement de politique à Paris ? ».

Il ne faut rien attendre de Paris, mais il faut aussi accepter de considérer que l'Etat est un acteur important et qu'il vaut mieux voir à Paris des gens qui sont prêts à écouter ce que veut la Corse et ce que dit le peuple corse, plutôt que des gens qui comme aujourd'hui ne veulent rien entendre.

Si on regarde l'attitude de l'Etat, je pense que ce qu'il faut intégrer dans ce qui se passe aujourd'hui, pour la première fois depuis quarante ans, je considère que c'est important et je vous demanderais d'y réfléchir vous aussi : c'est la première fois depuis 1982 qu'on a en face de nous un Président de la République et un Etat qui assument expressément le fait de dire « la Corse est un bout de France comme un autre et il n'y a aucune place pour la prise en compte de quoi que ce soit ».

En 1981 François Mitterand a été élu, nous avons eu le statut particulier, les lois d'amnistie, la création d'un audiovisuel public, la référence au bilinguisme. François Mitterand disait aux corses « soyez vous-mêmes dans la République, mais soyez vous-mêmes » sous-entendu, vous êtes différents des français moyens.

En 1988, il y a eu Pierre Joxe avec l'idée d'un statut particulier.

En 1998, il y a eu Lionel Jospin et les accords de MATIGNON.

En 2003, il y avait Nicolas Sarkozy, qui était ce qu'il était, on était en conflit frontal avec lui, mais il y avait la reconnaissance, quelque part, d'une spécificité.

En 2010, il y avait cela aussi en arrière-plan.

Aujourd'hui, il y a un discours assumé de l'Etat, du Président de la République, jusqu'au représentant local et aux administrations, qui est de dire « on va normaliser, il n'y a pas de place pour la langue corse, il n'y a pas de place pour le peuple corse, il n'y a pas de place pour vos aspirations, il n'y a pas de place pour ce que vous dites, y compris à travers votre vote ».

Vous n'avez qu'un espace, celui d'être des élus locaux en charge de la gestion des affaires courantes et ça conduit de façon maladroite, à nous dire « retirez la motion sur l'Arménie ». Le retrait de cette motion n'est pas une saute d'humeur. Le Préfet a reculé parce qu'il sait que c'est inassumable. Depuis trente ans, l'Assemblée de Corse s'est prononcée sur tous les problèmes qu'il y a dans le monde, il n'y a jamais personne qui n'a rien trouvé à redire. Mais aujourd'hui, en 2021, alors que les nationalistes ont fait 56% des voix aux élections, il est venu nous dire « vous n'avez pas le droit d'exprimer votre solidarité au peuple arménien parce que vous êtes une assemblée locale ». C'est un choix qui est fondamentalement politique et c'est un choix que fondamentalement nous ne pouvons pas accepter. Et nous ne pouvons pas, bien sûr, rester dans une stratégie qui nous conduirait à accepter ce type de comportement.

A nous d'avoir l'intelligence de définir la stratégie gagnante.